



*Justice mondiale* est publié par le Syndicat canadien de la fonction publique et disponible en ligne à [www.scfp.ca/justice-mondiale](http://www.scfp.ca/justice-mondiale).

## Une délégation s'est rendue en Israël et en Palestine pour mieux comprendre la situation sur le terrain

Par Rory Gill

En juillet, j'ai fait partie de la première délégation de solidarité internationale du SCFP en Israël et en Palestine. Nous avions comme objectif de mieux comprendre la situation des travailleurs palestiniens et l'impact de l'occupation militaire israélienne sur ces derniers. Nous voulions aussi recueillir des témoignages de Palestiniens afin de mieux comprendre la répression subie et comment s'organise, depuis plus de 70 ans, la résistance du peuple palestinien ainsi que sa lutte pour l'autodétermination et le contrôle des territoires.

Nous avons visité de grandes villes et de petits villages en Israël et Palestine, comme la communauté bédouine de Khan al-Ahmar en Cisjordanie qui est menacée de démolition.

Nous avons rencontré des syndicalistes, des juristes, des militants de la société civile et des droits de la personne, des universitaires, des représentants du gouvernement canadien et du mouvement BDS (Boycotter, Désinvestir, Sanctionner).

À quelques exceptions près, le message était clair et sans équivoque : le peuple palestinien semble vivre sous un régime déterminé à l'expulser des territoires qui lui reviennent de droit à titre de premier peuple autochtone de la région. Pour atteindre cet objectif, Israël utilise un système sophistiqué de ségrégation et de discrimination qui prive les Palestiniens de leurs droits les plus élémentaires, notamment celui à l'autodétermination.

Ce qu'on connaît le plus de l'occupation, c'est le mur de plus de 700 kilomètres construit par Israël en territoire occupé. Bâti sous prétexte de renforcer la sécurité, il sert d'outil d'intimidation, de séparation et d'annexion. À Gaza, près de deux millions de Palestiniens vivent sous le blocus israélien sans pouvoir quitter ce territoire.

Les restrictions à la liberté de mouvement, les arrestations et les détentions arbitraires, les confiscations et la destruction de biens, la ségrégation dans les transports, le déni de services et de ressources de base : tout ça fait partie de la réalité quotidienne des Palestiniens en territoire occupé. À cela, il faut ajouter les réactions militaires disproportionnées face à des

moyens plus modestes de protestation et de résistance de la part des Palestiniens.

Les citoyens palestiniens d'Israël ont également vu leurs droits s'effriter. Fin juillet, le parlement israélien a approuvé la *Loi fondamentale de l'État-nation juif*. Cette législation retire à l'arabe son statut de langue officielle, légalise la discrimination en matière de logement fondée sur l'origine ethnique, religieuse ou nationale et prive les Palestiniens du droit à l'autodétermination.

Les travailleurs israéliens font face à une économie transformée par la privatisation du secteur public et par le transfert des actifs de l'État à quelques familles riches. Le système social et économique qui s'est développé au cours des deux dernières décennies entraîne d'énormes inégalités de revenus. Selon l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), Israël a un taux d'inégalité élevé. Plus d'un million de travailleurs vivent sous le seuil de pauvreté. Les jeunes travailleurs, les migrants et les travailleurs arabes sont particulièrement



Des leaders syndicaux palestiniens ont rencontré les membres de la délégation du SCFP au Centre pour la démocratie et les droits des travailleurs à Ramallah, en territoire palestinien occupé.

Suite à la page 4

**SCFP**

# Solidarité contre la répression et la privatisation au Guatemala



La coordonnatrice de la campagne *Libérons les rivières*, Shawna Quinn Blue et Abner Pérez López.

## Par Shawna Quinn Blue

En mai, j'ai représenté le SCFP au sein d'une délégation du réseau Breaking the Silence Maritimes-Guatemala (BTS). BTS met sur pied des délégations qui se rendent au Guatemala pour témoigner de leur solidarité et en apprendre davantage sur les luttes populaires qui s'y déroulent. Bien que nous soyons arrivés là-bas pendant une période d'intense répression, nous avons la ferme intention de rencontrer le plus grand nombre possible de militants des droits de la personne et de leaders de groupes communautaires.

Le SCFP travaille en partenariat avec le

Comité de paysans des hautes terres (CCDA), un mouvement qui œuvre pour la défense des droits et de la culture des peuples autochtones du Guatemala. Pendant notre court séjour au pays, trois de ses dirigeants ont été assassinés. Je tiens à les nommer : Mateo Chamán Paau, José Can Xol et Luis Arturo Marroquin. Ces hommes courageux étaient très actifs dans leur communauté, luttant pour la défense de leurs terres et de leurs droits.

Nous avons rencontré plusieurs membres de la communauté qui nous ont dit que le gouvernement guatémaltèque offrait

davantage de protection aux grands propriétaires de plantations qui contrôlent les terres par la violence qu'à la majorité qui dépend de ces terres pour vivre.

Nous avons également rencontré le coordonnateur de la campagne *Libérez les rivières contre la privatisation de l'eau*, Abner Pérez López. Le SCFP appuie cette campagne par l'intermédiaire du Fonds pour la justice mondiale. Le Guatemala est confronté à une grave crise de l'eau due aux changements climatiques et à la croissance de l'agriculture et de l'exploitation minière industrielles. Certaines régions subissent de longues sécheresses, tandis que d'autres connaissent d'importantes inondations. Pendant ce temps, les propriétaires de plantations détournent illégalement les rivières pour irriguer les champs de canne à sucre et de palmiers. Cela laisse les communautés sans eau pour boire et irriguer leurs cultures. Le CCDA et d'autres organisations rurales se mobilisent pour restaurer l'usage public des rivières et pour faire reconnaître l'accès

à l'eau comme un droit fondamental.

Lors de ma visite au siège du CCDA, j'ai vu des similitudes entre le Guatemala et l'Île-du-Prince-Édouard. Les insulaires protestent contre la *Loi sur l'eau* et contre toute législation menaçante ou interdisant l'accès à une eau potable et publique pour tous. Par exemple, les droits et l'accès à l'eau sont restreints lorsque des touristes ou de grandes entreprises achètent des terrains dans la province.

Le CCDA est l'un des nombreux groupes que nous avons rencontrés au Guatemala et qui se battent pour leurs droits et la justice. J'ai ramené du Guatemala beaucoup d'histoires et d'expériences que je n'oublierai jamais. Le peuple guatémaltèque est merveilleux et courageux.

*Shawna Quinn Blue est membre de la section locale 3260 du SCFP qui représente les aides-éducateurs et les intervenants auprès des jeunes de l'Î.-P.-É. Pour en savoir plus sur BTS, consultez le [breakingthesilenceblog.com](http://breakingthesilenceblog.com).*

*Justice mondiale* est publié trois fois l'an pour offrir aux membres et à leurs conseillers un survol des efforts en matière de solidarité internationale entrepris par le Fonds Justice mondiale et l'ensemble du SCFP.

Les numéros précédents sont disponibles en ligne au [scfp.ca/justice-mondiale](http://scfp.ca/justice-mondiale).

Il est possible de s'abonner à la version courriel de *Justice mondiale*. Visitez le [scfp.ca/sabonner-aux-publications-du-scfp](http://scfp.ca/sabonner-aux-publications-du-scfp).

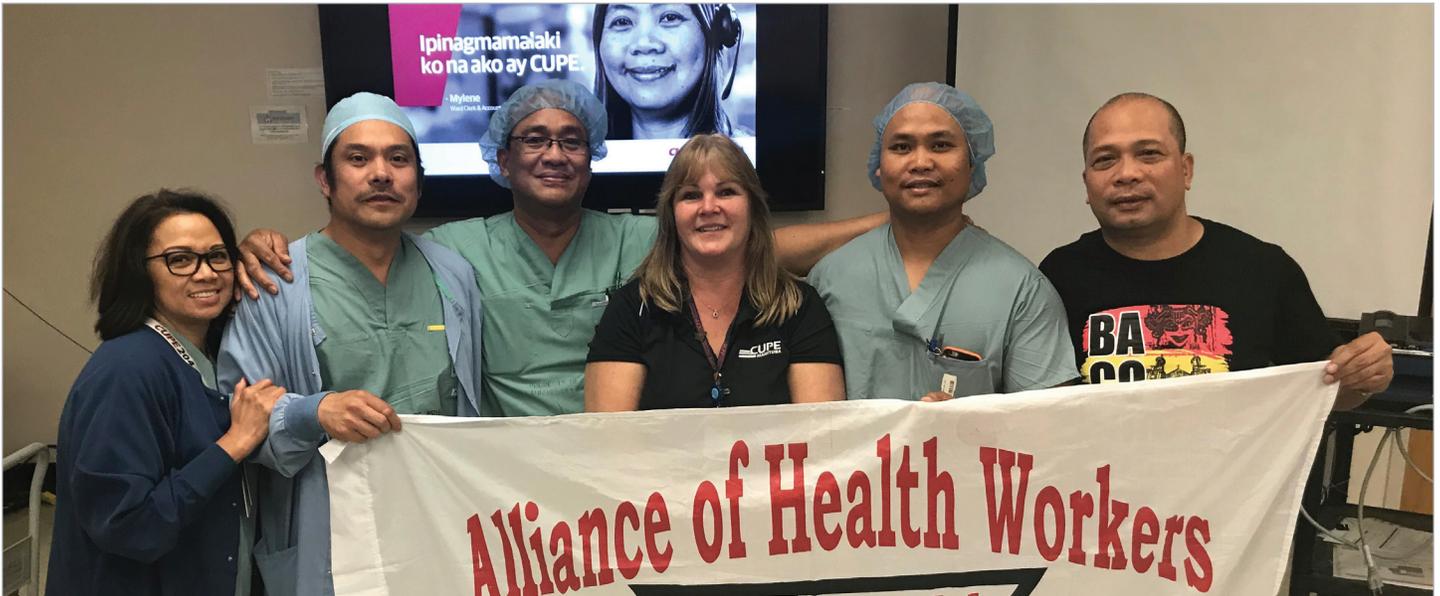
Liste des collaborateurs du numéro Printemps 2018 : Rory Gill, Shawna Quinn Blue, Debbie Boissonneault, Berenice Celeita, Dan Gawthrop et Steve Stewart.  
Conception graphique: Sarah Walker

Pour proposer correctifs, questions, suggestions ou articles, écrivez à [kcameron@cupe.ca](mailto:kcameron@cupe.ca)

**SCFP** Syndicat canadien de la fonction publique

SEPB491

# Défendre le droit aux soins de santé par-delà les frontières



Des membres de la section locale 204 en compagnie de Robert Mendoza. De gauche à droite, Myrna Antonio, Clem Abaya, Rufo Fabregas, la présidente de la section locale Debbie Boissonneault et Nandie Almario.

## Par Debbie Boissonneault

En mai, le président de l'Alliance des travailleurs de la santé des Philippines (AHW), Robert Mendoza, est venu à Winnipeg dans le cadre d'une visite parrainée par le SCFP. Ce fut un grand plaisir pour moi et mes membres de passer du temps avec lui.

L'AHW aide les travailleurs philippins de la santé à promouvoir et à protéger leurs droits économiques et démocratiques. L'organisme revendique aussi le droit des peuples à la santé en préconisant « un système complet, accessible, approprié, abordable et humain ».

Robert Mendoza est venu de loin pour rencontrer les membres du SCFP, en apprendre davantage sur nos combats et nous expliquer la lutte des travailleurs philippins de la santé. Nous avons des points en commun, malgré la distance qui nous séparent. Les coûts

dictent les compressions gouvernementales au détriment des soins aux patients. Les travailleurs de première ligne ne sont pas consultés sur les changements apportés dans leur milieu de travail ou dans le système de santé. Les travailleurs doivent souvent se battre pour améliorer la qualité des soins.

Les Philippines ont un système de santé hybride, public et privé, ce que nous combattons au Manitoba. Après avoir entendu parler des impacts d'un tel système sur les Philippines, en particulier les plus démunis, je suis encore plus motivée à continuer la lutte pour des soins de santé publics.

Les défis auxquels les travailleurs philippins de la santé sont confrontés ont particulièrement intéressé les membres du SCFP. Plusieurs membres d'origine philippine ont apprécié avoir

des nouvelles fraîches sur la situation qui prévaut aux Philippines. Robert Mendoza est catégorique : le chômage et le manque d'accès aux soins de santé font en sorte que beaucoup de gens vivent dans la pauvreté ou doivent s'exiler pour trouver du travail.

L'AHW croit au droit de chacun à des soins de santé et estime que la grande solidarité qui prévaut entre ses membres contribuera à atteindre cet objectif. Les demandes de l'AHW se heurtent à une grande résistance de la part du gouvernement et les membres savent qu'ils doivent faire front commun pour remporter leurs combats.

Lors d'une manifestation contre la fermeture du service des urgences d'un hôpital au Manitoba, Robert Mendoza a été surpris de constater que nous n'étions pas harcelés par la sécurité et que la police ne retirait pas notre

matériel de campagne des espaces publics.

J'étais mal à l'aise, sachant que le droit de manifester et de faire campagne est réprimé aux Philippines. En revanche, j'ai senti que cette répression renforçait la solidarité entre les travailleurs.

Après avoir passé du temps avec Robert, je crois qu'on se bat avec une énergie décuplée quand on se bat pour sa vie. Peut-être devrions-nous redoubler d'ardeur. Robert a pu tisser des liens importants avec les membres du SCFP et nous rappeler l'importance de s'opposer aux compressions dans le secteur public et à la privatisation.

*Debbie Boissonneault est présidente de la section locale 204 du SCFP qui représente plus de 7000 travailleurs de la santé dans 20 établissements de Winnipeg et du Manitoba.*

## Suite de la page 1

affectés par un filet de sécurité sociale affaibli et par la détérioration des conditions de travail qui a coïncidé avec ces réformes.

Dans ce contexte, les travailleurs vivant dans les territoires occupés sont extrêmement vulnérables. Ils vivent dans la précarité comme bien des travailleurs du monde entier, mais l'occupation rend leurs conditions de vie encore

plus précaires. Beaucoup sont forcés de travailler dans les colonies de peuplement illégales ou en Israël, où leurs droits ne sont pas protégés. Pour travailler en dehors des territoires occupés, il faut obtenir un permis. La révocation de ce permis sert de menace pour réprimer les travailleurs qui militent pour améliorer leurs conditions de travail et la société. Les femmes sont particulièrement

exposées au harcèlement et à l'exploitation.

La coordonnatrice à l'organisme Grassroots Jerusalem Community Mobilization, Fayrouz Sharqawi, résume bien la situation palestinienne : « La lutte de ce peuple n'est pas historique, mais contemporaine. S'il vous plaît, faites de votre mieux pour aider les gens à comprendre sa réalité », nous a-t-elle dit.

Notre délégation s'est engagée à partager nos constats avec les membres du SCFP et à développer notre compréhension et notre soutien du peuple palestinien.

*Rory Gill est président de la section locale 709 du SCFP qui représente les contremaîtres de la Ville de Calgary et vice-président régional de l'Alberta au conseil exécutif national du SCFP.*

---

## « Si je suis en vie, c'est grâce à la solidarité » -Berenice Celeita, dirigeante colombienne

La présidente de l'Association pour la recherche et l'action sociale de Colombie (NOMADESC), Berenice Celeita, a assisté au congrès du SCFP Colombie-Britannique en avril. Elle nous a accordé une entrevue quelques mois à peine avant l'élection du gouvernement de droite du président Iván Duque Márquez. À l'époque, la situation à laquelle étaient confrontés les militants des mouvements sociaux était déjà désastreuse. L'élection de Duque l'a aggravé, ce qui rend la solidarité entre travailleurs plus nécessaire que jamais. Le SCFP est un partenaire de longue date de NOMADESC.

Voici un résumé de la conversation qu'a eu Dan Gawthrop, conseiller en communications du SCFP, avec Berenice Celeita. Steve Stewart de CoDevelopment Canada a assuré la traduction simultanée.

**DG :** L'un des récits les plus alarmants en provenance de Colombie porte sur l'assassinat des dirigeants syndicaux. La situation a-t-elle changé ?

**BC :** Malheureusement non,

bien que les objectifs aient changé dans une certaine mesure. Au début, on ciblait les dirigeants syndicaux, puis les journalistes. Maintenant, on vise surtout les leaders communautaires qui luttent pour protéger les terres. Depuis décembre 2016, date de la signature des accords de paix, 285 leaders communautaires et défenseurs des droits de l'homme ont été assassinés.

**DG :** Les militants syndicaux sont-ils toujours en danger ?

**BC :** Oui. À Cali, dans l'ouest du pays, une liste où figurent les noms de dirigeants syndicaux et de membres de NOMADESC est publiée tous les six ou huit mois. La menace est claire : « Nous vous surveillons. Continuez comme ça et nous irons vous chercher ».

**DG :** Qu'est-ce qui est à l'origine des assassinats et des menaces ?

**BC :** Le modèle économique de développement préconisé par le gouvernement est incompatible avec l'essor des communautés paysannes, autochtones et afro-colombiennes. Le changement

de cibles est lié au conflit avec les multinationales qui veulent prendre le contrôle des terres. Depuis 2010, le gouvernement colombien a signé 17 accords de libre-échange. Le premier a été conclu avec le Canada.

**DG :** Quel est le niveau d'implication du Canada dans ses activités illégales ?

**BC :** Depuis la conclusion de l'accord avec le Canada, les compagnies canadiennes prennent plus de place. Le secteur le plus important est évidemment celui des mines, mais on trouve aussi des entreprises canadiennes qui ont investi dans les services publics privatisés. Par exemple, des sociétés de portefeuille achètent des barrages et des concessions minières. Elles ont des capitaux qui proviennent du Canada, mais aussi de nombreux autres pays, et elles sont inscrites en bourse.

Cela ne signifie pas nécessairement que les compagnies canadiennes commanditent les meurtres ou qu'elles y sont directement liées. Mais si elles sont actives dans

les zones où se déroulent les violences et qu'elles ne disent rien, elles contribuent à cacher la réalité.

**DG :** Que peuvent faire le SCFP et ses militants ?

**BC :** Il est très important d'exposer sur la scène internationale ce qui se passe en Colombie depuis la signature de l'accord de paix. Il faut insister auprès du gouvernement colombien pour que les communautés et les organisations sociales soient intégrées au processus de paix. Les militants doivent effectuer des pressions sur les gouvernements colombien et canadien pour que le concept de consentement préalable, libre et éclairé soit respecté lors de toute occupation des terres affectant les moyens de subsistance des communautés.

Nous devons continuer à soutenir la formation des jeunes militants et des militants communautaires pour stimuler la recherche et l'organisation populaire. Il est très important de continuer à envoyer des délégations syndicales en Colombie pour qu'elles voient ce qui se passe sur le terrain. Je suis convaincue que si je suis en vie aujourd'hui, c'est grâce aux actions de solidarité.